

contre \$175,000, en 1875-76, soit une augmentation d'environ \$60,000, sans tenir compte des dépenses, pour annonces, qui sont comprises dans l'item le moins élevé.

Mon honorable ami n'a pas été juste dans sa comparaison, car elle peut induire le public en général à croire que les items, dans les deux cas, étaient exactement les mêmes, tandis que nous voyons que, dans une année, le gouvernement actuel a dépensé \$64,000, pour annonces, ce qui ne faisait pas partie de l'état, et que même, l'année dernière, les dépenses ont été de \$13,000 de plus que cette année-là. J'admets qu'il peut y avoir des causes qui justifient une augmentation, mais, quand mon honorable ami vient établir une comparaison qui tend à faire croire au peuple que le gouvernement Mackenzie a été plus extravagant que le présent gouvernement, je crois qu'il n'est que juste de les mettre sur un pied d'égalité.

M. SOMERVILLE: Je suis heureux que l'honorable ministre des douanes ait admis que la déclaration que j'ai faite, relativement à la nécessité qu'il y avait, sous l'administration Mackenzie, de publier un plus grand nombre d'annonces, était exacte. Il a admis cette nécessité, à raison de la différence qui existait dans les factures américaines, vu les changements dans les cours monétaires américain et canadien.

M. BOWELL: Je n'ai pas dit que c'était nécessaire, mais que la chose avait eu lieu.

M. SOMERVILLE: Cela a eu lieu pour renseigner les hommes d'affaires du pays, et non dans le but de favoriser les journaux. Je comprends pourquoi le ministre de la marine a appliqué la comparaison au ministère des douanes. Ceux qui connaissent quelque chose dans l'administration des affaires publiques, n'ignorent pas que le ministre des douanes est cité comme un modèle d'économie. Il ne donne pas d'annonces, il ne loue pas de voitures de place, à peine fait-il quelques dépenses de voyage. Il est bon que le ministère possède un homme aussi bien noté sous ce rapport, car, retracez-le du gouvernement et vous en faites disparaître toute économie. Il est le seul homme économe du gouvernement, quant à ce qui se rapporte à ce genre de dépenses. Je puis citer le ministre des travaux publics, relativement au patronage aux journaux, comme étant peut-être le plus extravagant des ministres. Il a foi dans le patronage aux journaux, et il le pratique libéralement. Je puis aussi citer le ministre de l'agriculture comme étant extravagant sous ce rapport, car s'il ne donne pas un grand nombre d'annonces, il fait imprimer des brochures à des prix inouïs, dans certains cas, à quatorze fois le prix que l'entrepreneur exigerait si on lui en confiait l'impression. Tout ce qu'il faut faire pour s'en convaincre, c'est d'examiner le rapport de l'auditeur général, aux pages 40 A, 41 A, 42 A et 43 A, et nous verrons que le gouvernement a dépensé, l'année dernière, \$77,359.98 pour annonces, et \$115,335.55, pour impressions.

Depuis que j'ai l'honneur d'être membre de cette chambre, j'ai eu l'occasion, presque à chaque session, d'attirer l'attention sur ces dépenses extravagantes pour annonces et impressions, et je crois avoir convaincu le pays que ce gouvernement avait été des plus extravagants dans ce genre de dépenses. Il croit qu'il est nécessaire de favoriser ses partisans au moyen d'annonces et d'impressions.

M. WELDON (Saint-Jean).

Dans une session précédente, j'ai fait rougir de honte tous les ministres, en leur faisant voir un petit journal insignifiant, l'*Investigator*, publié une fois par année dans la ville d'Ottawa, et auquel le gouvernement payait \$300 ou \$400 tous les ans, pour reproduire le portrait du ministre de l'agriculture, ou celui du ministre de la marine, ou celui du ministre des travaux publics. J'ai aussi signalé, à la dernière session, un petit journal publié à Yarmouth, comme supplément à un autre journal de l'endroit, dans le but d'obtenir les annonces du gouvernement, et auquel \$300 ou \$400 étaient payés tous les ans. J'ai fait voir, ici, un de ces journaux, et il était rempli d'annonces officielles, et le public n'en retirait aucun avantage.

Je vois par les comptes publics que le petit *Investigator* a encore reçu de l'argent cette année, bien que son propriétaire soit mort et que le journal lui-même ne paraisse plus depuis deux ans.

M. FOSTER: C'est un reliquat de compte.

M. SOMERVILLE: Je ne sais pas si le gouvernement a des rapports avec l'autre monde, mais je vois que ce journal est encore payé.

Le ministre des douanes nous dit qu'en fait d'annonces et d'impressions, il a été très économe. Je l'admets, mais il est l'exception à la règle, car dans toutes les autres branches du service public, ce gouvernement a dépensé avec prodigalité des sommes énormes, chaque année, pour payer l'appui de ses journaux dans tout le pays. Je prétends que cet argent a été gaspillé, parce que les annonces ont été insérées dans les journaux dans lesquels l'intérêt public n'exigeait pas qu'elles fussent publiées, et il n'y a pas eu de frein à ce gaspillage. Si nous examinons le rapport de l'auditeur général, nous verrons que presque chaque journal conservateur, depuis Caspé jusqu'à la Colombie-Anglaise, a reçu du "picotin" de la part du gouvernement; et, si le gouvernement avait l'intention de servir les intérêts du public, ne serait-il pas juste de publier quelquefois une annonce dans un journal libéral? Mais, si nous parcourons la liste des journaux qui ont obtenu le patronage du gouvernement, l'année dernière ou depuis que ce gouvernement est au pouvoir, à peine verrons-nous une piastre payée à d'autres journaux que ceux qui appuient le présent gouvernement.

Cependant, ces hommes prétendent qu'ils ont été plus économes, sous ce rapport, que le gouvernement précédent. Je suis étonné que l'honorable ministre de la marine et des pêcheries, — un jeune homme qui n'est pas depuis bien longtemps dans la politique, et qui est parvenu à la position importante qu'il occupe aujourd'hui, peut-être pas entièrement par son propre mérite, mais parce qu'il est le fils de son père — je suis étonné, dis-je, qu'il puisse parler de la manière dont il a parlé dernièrement, en essayant de faire la leçon, sur le décorum qui doit être observé dans la chambre, à des députés de la gauche qui ont longtemps occupé des postes de confiance, et qui ont rempli leurs devoirs d'une manière qui leur fait honneur.

Je suis surpris qu'il ose leur parler de cette manière, quand il sait que ce qu'il a dit, avait pour but de tromper les membres de cette chambre, et de tromper le pays en général, relativement à cette question. Il a admis aujourd'hui que la déclaration qu'il a faite n'était pas exactement reproduite dans les *Débats*, que la comparaison n'était pas complète, et qu'elle ne donnait pas un état exact des dépenses.